

Conférence de presse commune de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et George W. Bush, Président des Etats- Unis d'Amérique, sur les relations franco- américaines et entre l'Europe et les Etats- Unis, notamment dans la lutte contre le terrorisme, le futur traité de désarmement entre les Etats-Unis et la Russie, le Proche Orient, les manifestations contre la visite de M. Bush, et le déplacement de M. Bush en Normandie, Paris le 26 mai 2002.

LE PRESIDENT - Je souhaite la bienvenue à l'ensemble des représentants de la presse et tout particulièrement aux journalistes venus avec le Président. Et je voudrais d'abord dire que je suis heureux d'accueillir en France, pour la première fois, officiellement, le Président des Etats-Unis et son épouse. C'est une joie pour moi, cela va de soi, mais également pour tous les Français. Et j'ai tenu à le lui dire de façon particulièrement chaleureuse.

Nous avons eu des entretiens. Nous en aurons encore ce soir. Et demain, le Président va en Normandie, chacun le sait. Et c'est pour moi très émouvant, et c'est pour les Français très émouvant, de savoir que le Président des Etats-Unis sera, pour la première fois, je crois, historiquement, absent de son pays le jour du Memorial Day et viendra rendre un hommage solennel à ces si nombreux jeunes Américains qui ont donné leur vie pour défendre la France, l'Europe, la liberté.

Ce combat pour la liberté, c'est évidemment un combat permanent qui nous est commun, qui attache profondément les deux rives de l'Atlantique et un combat qui se poursuit sans cesse. Aujourd'hui, il prend naturellement la forme de la lutte contre le terrorisme.

Nous avons eu un dialogue, un dialogue à la fois dense, franc, amical, qui est bien dans la nature de ce dialogue que nous avons engagé depuis l'élection du Président BUSH, à l'occasion de nombreux contacts que nous avons eus soit lors de ses déplacements en Europe, ou lors de mes déplacements aux Etats-Unis, la dernière fois à Monterrey, au Mexique, et puis, naturellement, à l'occasion de conversations téléphoniques.

Nous avons évoqué un certain nombre de sujets : la lutte contre le terrorisme. Sur ce point, nous sommes tout à fait dans la même conception des choses et avons la même détermination de mettre tout en oeuvre pour éradiquer le terrorisme dont nous avons parfaitement conscience qu'il existe toujours, qu'il peut à tout moment frapper n'importe où et qu'il requiert de notre part à tous, et notamment des dirigeants de tous les pays du monde, une très grande attention et une très grande détermination pour l'éradiquer.

Nous avons évoqué les questions stratégiques et, en particulier, l'évolution des rapports entre les Etats-Unis et la Russie. Une évolution dont nous nous réjouissons. La Russie est une grande nation. Les rapports entre les Etats-Unis et la Russie dans un monde que l'on peut imaginer sont

tout à fait essentiels.

Nous aurons l'occasion, après-demain à Rome, de concrétiser cette évolution après le très, très utile et très, très intéressant traité de désarmement qui a été signé entre les deux Présidents. Nous aurons l'occasion de rendre encore plus concret la relation entre l'OTAN et la Russie. Vous savez que c'est une position française ancienne que ce renforcement des liens entre l'OTAN et la Russie. C'est dans cette salle-même qu'en 1997, avait été signé l'Acte fondateur, qui n'a pas donné tous les résultats que l'on pouvait espérer. Mais l'Acte fondateur entre l'OTAN et la Russie trouve aujourd'hui utilement son débouché dans les décisions qui vont être confirmées par le Conseil de l'OTAN, en Italie, à Rome, dans deux jours.

Nous avons évoqué naturellement les problèmes stratégiques et notamment la lutte contre la prolifération, la prolifération dans un certain nombre de régions du monde où il y a réellement danger.

Nous avons, bien entendu, évoqué les relations entre la France et les Etats-Unis mais aussi, et surtout, entre l'Europe et les Etats-Unis. Des relations qui sont politiquement très bonnes et essentielles à l'équilibre du monde, qui sont économiquement fondamentales puisque l'Europe est la première puissance économique du monde et qu'il n'y a pas d'équilibre du monde sans une très bonne et forte relation entre l'Europe et les Etats-Unis. Et c'est bien aujourd'hui le cas. Nous avons évoqué, bien entendu, aussi, les sujets sur lesquels nous avons des divergences de vues, notamment sur le plan commercial. S'agissant de la loi sur les subventions agricoles, d'ailleurs, le Président m'a indiqué que peut-être l'objectif voulu par les Etats-Unis avait été mal apprécié en France. Enfin, tout cela relève des discussions et de la concertation entre l'Europe et les Etats-Unis. Nous avons évoqué le problème de l'acier. Ce sont des vrais problèmes qui nécessitent des réponses, et des réponses après une concertation approfondie.

Mais je voudrais tout de même souligner que les désagréments ou les divergences de vues, s'agissant des problèmes commerciaux, représentent moins de 5% des échanges entre l'Europe et les Etats-Unis. Cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas importants, naturellement, notamment pour les secteurs concernés, mais il faut tout de même remettre cela dans le contexte général. Nous avons évoqué d'autres sujets sur lesquels nous avons également quelques divergences de vues, et notamment les problèmes liés à l'environnement, à la ratification de l'accord de Kyoto. J'ai insisté, pour ma part, sur le très grand danger qu'il y a actuellement à consommer plus de notre planète qu'elle n'est capable de produire, autrement dit qu'elle n'est capable de se régénérer elle-même.

Et nous avons bien conscience, les uns et les autres, que cela mérite une attention particulière et une discussion approfondie. Je suis persuadé qu'il faudra bien que nous trouvions le moyen de mettre en oeuvre des moyens de production et de consommation qui soient différents, qui soient nouveaux, les technologies devraient nous le permettre, et qui se traduisent notamment par une moindre consommation de produits naturels et une plus grande maîtrise des pollutions que notre consommation entraîne. C'est un sujet qui est examiné dans d'autres enceintes.

Nous avons également évoqué la mondialisation et je voudrais souligner une fois de plus que, si la mondialisation de l'économie est inéluctable et par ailleurs bénéfique, puisqu'elle augmente les échanges, donc la production, le travail, l'emploi, la richesse, en revanche elle comporte une exigence qui est sa maîtrise au niveau social, au niveau de l'égalité de traitement des hommes et des nations. En bref, que la mondialisation de l'économie ne peut pas aller sans la mondialisation de la solidarité.

Voilà les principaux sujets que nous avons évoqués. Nous avons également évoqué, mais nous les évoquerons aussi ce soir, les crises internationales. A savoir, bien entendu, le Proche-Orient, les problèmes d'actualité entre l'Inde et le Pakistan, les problèmes liés à la situation en Afghanistan, en Iran, en Irak, les Balkans et, également, l'Afrique, dans le cadre de la nouvelle relation qui est en train de se mettre en place entre les pays riches et les pays pauvres, et notamment les pays africains.

J'ai tenu à souligner, moi qui suis un militant depuis longtemps de l'aide au développement et de la solidarité entre les nations riches et les nations pauvres, que ce sujet qui, je dirais, n'était plus

sérieusement discuté ou examiné depuis longtemps, notamment dans le cadre du G7, l'a été pour la première fois à Gênes. Et cela a été le grand acquis de cette réunion de Gênes, qui restera dans l'histoire pour d'autres raisons, mais qui a tout de même eu des points très positifs. Ce grand acquis l'a été, pour la première fois, et je dois le dire, j'ai tenu à le souligner, sous l'impulsion et grâce à l'initiative du Président BUSH. Nous avons pu parler de façon approfondie des problèmes du développement et du problème, notamment, du développement de l'Afrique et mettre en oeuvre ce mouvement permettant de passer d'une politique d'assistance à une politique de partenariat, qui est l'un des objectifs de la prochaine réunion du G7 à Kananaskis, au Canada, et qui s'exprime au travers du projet que l'on appelle le NEPAD.

Nous avons même évoqué les difficultés actuelles de certains pays africains.

Voilà les sujets évoqués aujourd'hui. Nous l'avons fait, je le répète, dans un esprit dont je me réjouis et dont je ne doutais pas, qui était un esprit de compréhension mutuelle, d'amitié et de franchise.

LE PRESIDENT BUSH - C'est vrai. C'est un grand honneur pour moi que d'être ici en France. C'est la première fois que je me rends en France en tant que Président, que je visite ce pays merveilleux, cette belle capitale. Et pour moi, c'est toujours un grand plaisir de m'entretenir avec Jacques CHIRAC. C'est très facile de comprendre quelle est la position qu'il prend sur les dossiers. Et en plus, c'est un bon ami. C'est un ami personnel, c'est un ami de mon pays. Et je lui en suis reconnaissant.

Je me rends en Normandie demain. C'est la première fois qu'un Président américain est hors des Etats-Unis le Jour du Souvenir, Memorial Day. Je vais faire un discours en Normandie. Le Jour du Souvenir, aux Etats-Unis, c'est le jour où on honore ceux qui se sont sacrifiés pour la liberté. Bon nombre d'entre eux sont morts en France, donc je me réjouis à l'idée de pouvoir démontrer la gratitude de mon pays.

Vous savez, il y a des sacrifices qu'il faut faire dans ce monde moderne. Il faut lutter contre ceux qui veulent attaquer notre civilisation, civilisation que nous aimons, la liberté que nous avons. Le Président CHIRAC a été le premier Chef d'Etat qui m'a rendu visite à la suite des événements du 11 septembre. Je lui en suis reconnaissant. Et lui, il a dit que nous devons lutter pour défendre la civilisation. Je suis tout à fait d'accord avec lui. Je tiens à remercier le peuple français, non seulement pour l'expression de sympathie envers notre pays à la suite du 11 septembre, mais pour les efforts qu'il fait dans la lutte contre le terrorisme.

Jacques et moi nous sommes entretenus de quelle sera la meilleure manière de mener cette lutte. Je ne parle pas simplement en termes militaires. Que pouvons-nous faire par exemple pour couper l'argent qui arrive au terrorisme ? Comment leur refuser, aux terroristes, tout refuge ? Et, au fur et à mesure que nous essayons de faire de ce monde un monde plus sûr, comment est-ce que nous pouvons le faire ? Un monde meilleur, aussi.

Le Président CHIRAC, je vais l'appeler Président CHIRAC, vous l'appellez Président CHIRAC, je dirai que le Président Jacques CHIRAC a fait preuve de beaucoup de compassion pour le monde en développement. Je vous en suis reconnaissant. Je reconnais aussi que vous y mettez du coeur. Il est important de continuer à travailler ensemble pour s'assurer qu'il existe une stratégie qui puisse aider les populations à prospérer, à se développer.

Je me réjouis à l'idée que nous allons dîner ici à l'Elysée. Il dit toujours qu'on y mange très, très bien. Je vais lui donner une chance de me le prouver ce soir et j'espère aussi pouvoir continuer nos discussions sur des dossiers très importants, par exemple il faut que l'OTAN marche mieux, comment continuer à travailler ensemble avec nos amis russes, comment pouvons-nous travailler ensemble afin d'apporter la paix aux Proche-Orient ? J'attache une grande valeur à l'avis que nous donne le Président CHIRAC et, vraiment, je suis fier de l'appeler mon ami.

Merci de votre hospitalité, Jacques.

LE PRESIDENT - Thank you.

QUESTION - Vous avez dit ce matin que vous exprimiez des réserves quant au test de missile au Pakistan. Est-ce que vous avez demandé au Président MUSHARRAF de ne pas mener ces essais ? Et que pensez-vous de la menace qui peut peser sur les forces américaines dans la région ?

Demain, c'est le Jour du Memorial. Est-ce que vous pouvez dire quelque chose aux Américains

Demain, c'est le jour du Memorial. Est-ce que vous pouvez dire quelque chose aux Américains, que ce jour sera différent de ceux du passé ?

LE PRESIDENT BUSH - En ce qui concerne le Pakistan, bien sûr nous avons exprimé notre préoccupation. Nous continuerons à exprimer nos préoccupations quant à ces essais. Nous avons insisté auprès d'autres Chefs d'Etat, y compris le Président français, pour que le Président MUSHARRAF nous montre des résultats pour endiguer le terrorisme, arrêter le terrorisme. C'est plus important qu'il nous démontre cela que d'envoyer des missiles.

Quelle était votre première question ? Je souffre du décalage horaire. C'est ce qui arrive quand on dépasse 55 ans ! Ah oui ! J'espère que non, qu'on n'aura pas de menaces sur les troupes américaines dans la région.

QUESTION - Sur le Jour du Souvenir, le Memorial Day ?

LE PRESIDENT BUSH - Le jour du Mémorial, le Jour du Souvenir, est un jour solennel. Surtout pour ceux qui sont en deuil parce qu'ils ont perdu un être chéri. Tout le Mémorial Day de l'Amérique, c'est un jour où tous les Américains remercient pour leur liberté, ils remercient tous ceux qui se sont sacrifiés pour leur liberté. Le Jour du Souvenir, c'est pour la première fois que les Américains vont se rendre du compte du prix qui a été payé pour leur liberté.

LE PRESIDENT - Sur ce dernier point, je voudrais simplement dire que c'est très émouvant pour les Français, et j'en suis sûr pour les Européens, c'est très émouvant qu'à l'occasion de ce Memorial Day, cette année, le Président des Etats-Unis soit en Normandie pour saluer tous ceux qui, essentiellement Américains, ont donné leur vie. Et c'est un geste fort que nous n'oublierons pas.

QUESTION - Monsieur BUSH, après votre voyage en Russie, quel serait pour vous l'allié le plus décisif dans la lutte contre le terrorisme ? Ce serait la Russie ou ce serait ce petit coin qu'on appelle l'Europe occidentale ? Et, Monsieur le Président, je vous en prie, ne dites pas les deux, ce ne serait pas le début d'une réponse.

LE PRESIDENT BUSH - Les deux. Je n'ai pas compris la question dans son intégralité. Enfin, j'ai compris "la Russie" et "ce petit coin de l'Europe", mais quelle était la question ? Sur qui je compte le plus ?

QUESTION - En ce qui vous concerne, quel est l'allié le plus fort ?

LE PRESIDENT BUSH - Jacques CHIRAC, bien entendu. Merci beaucoup de cette question piège. Je vais vous parler de cet allié-ci. Le téléphone a sonné, le jour de l'attaque ou le lendemain de l'attaque, c'était en tout cas juste après. Le téléphone a sonné, il m'a dit : "je suis votre ami". Dans le continent européen, c'est la France qui joue le rôle de chef de file afin de traquer ceux qui veulent porter atteinte à l'Amérique, aux Français ou à d'autres. Nous partageons nos renseignements et cela est un élément très important de la guerre contre le terrorisme, à savoir comprendre ce que pense l'ennemi, quand il viendra nous attaquer. Et il n'y a pas de doute qu'ils veulent nous attaquer. Bien sûr, ce serait bien si ces pensées pouvaient se dissiper, ce sont des meurtriers au sang-froid. Il est donc important d'avoir une coopération intense pour protéger nos citoyens, et la chose la plus importante, à mon avis, et je pense que Jacques pense la même chose, le plus important à faire maintenant, c'est de protéger les citoyens de toute future attaque. Et je crois qu'il n'y a pas d'allié plus fort et plus solide que Jacques CHIRAC. Jacques CHIRAC, bien entendu, est prêt à prendre toutes les mesures pour protéger nos populations, bien sûr, dans le cadre de la Constitution et de la législation françaises, en les respectant comme moi la Constitution de mon pays, et je vous en suis très reconnaissant, Monsieur le Président.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez dit que le Président POUTINE vous avait donné des garanties à propos de la vente de technologie nucléaire à l'Iran, des choses que nous devrions accepter. Alors, vous avez compris que la Russie ne voulait pas donner d'armes nucléaires à l'Iran. Est-ce que c'était réconfortant ? Et puis, que se passe-t-il à propos des centrales nucléaires en Iran ou en Corée du Nord ? Monsieur le Président CHIRAC, vous avez dit avoir évoqué les questions de la non-prolifération, est-ce que la relation russo-iranienne vous inquiète également ?

LE PRESIDENT BUSH - Le Président POUTINE comprend que l'Iran peut aussi développer la capacité de lancer des missiles et que cela est un danger. Le Président POUTINE le comprend.

Nous avons eu une discussion très libre sur la possibilité de créer cette centrale nucléaire. Il est certain que cela ne doit pas permettre à cette technologie de se disperser de façon à ce que des armements de destruction massive soient développés. Il faudrait qu'il y ait des inspecteurs pour déterminer si cela est vrai ou non. Mais nous y pensons. Nous pensons, en ce moment, à ce que le Président POUTINE nous a dit.

LE PRESIDENT - Je partage sans réserve la position du Président BUSH. Sans réserve.

QUESTION - Monsieur le Président, la France voudrait que la Conférence de paix sur le Moyen-Orient se réunisse aussi vite que possible. Est-ce que les Etats-Unis agissent vraiment à cet égard ? Quelle est votre prédiction à cet égard, quand pensez-vous que la Conférence pourra se réunir ? Le Président ARAFAT participera-t-il à cette Conférence ? Je voudrais également savoir, si c'est possible, quels sont vos plans en ce qui concerne l'Irak. Etes-vous vraiment décidés à changer le régime irakien et comment ?

LE PRESIDENT BUSH - C'est une longue question. Je commencerai par le régime irakien. La politique de mon pays est favorable à un changement de régime. Comme j'ai dit au Président CHIRAC, je n'ai pas de plan de guerre sur mon bureau. Et je continuerai à consulter souvent le Président CHIRAC. A notre avis, Saddam HUSSEIN est une menace sérieuse à la stabilité, à la paix.

S'agissant du Proche-Orient, cette semaine, ou la semaine prochaine plutôt, nous allons envoyer des responsables américains dans la région pour qu'ils travaillent et qu'ils se réunissent avec les différentes parties pour engager un dialogue politique, aussi bien que pour mettre au point une force de sécurité, au sein de l'Autorité palestinienne, qui fonctionne comme une véritable force de sécurité, qu'elle fasse ce qu'elle est sensée faire. Donc il y aura des réunions, des conférences. S'agissant de la Conférence, nous voulons établir une stratégie, travailler avec nos amis dans toute la région sur cette Conférence. Tout cela va dépendre des progrès qui seront réalisés d'ici là, et notamment du progrès fait dans la création des institutions nécessaires à un possible Etat palestinien. Ce sont ces progrès qui vont décider quel est le nombre de conférences qu'il sera nécessaire de réaliser pour pouvoir aboutir à la fin du processus.

Mon gouvernement, et moi personnellement, croyons qu'il va de l'intérêt de tout le monde qu'il y ait deux Etats vivant l'un à côté de l'autre en paix. Et c'est ce que nous voyons pour l'avenir. La bonne nouvelle, c'est que bon nombre de personnes dans le monde arabe coopèrent avec nous maintenant, travaillent avec nous afin de créer un climat conduisant à l'existence de ces deux Etats. La déclaration du Prince héritier d'Arabie Saoudite, par exemple, à mon avis, sa déclaration selon laquelle Israël devrait vivre en paix avec ses voisins, pour moi c'est une percée importante dans ce processus et nous allons saisir la balle au bond et saisir cette occasion pour travailler avec lui.

QUESTION - Vous avez dit que les manifestations contre votre visite n'étaient que l'expression d'une démocratie vivante et vivace. Monsieur le Président, à votre avis, quelle est la raison qui explique ce sentiment très fort contre vous et contre votre visite en Europe ? Est-ce que vous avez l'impression que vous-même et votre gouvernement, votre administration, essayez d'imposer les vues de l'Amérique dans le monde entier, au Moyen-Orient par exemple ? Et vous Monsieur le Président CHIRAC, qu'en pensez-vous ?

LE PRESIDENT BUSH - Attendez, attendez. Il n'y a que quatre mots comme question pour lui et moi, je dois tout mémoriser ! Je suis très impressionné. Moi, je ne connais que deux langues. J'ai vu des milliers, des centaines de personnes le long des rues, à Berlin, qui m'ont fait des signes. Tout ce que je vais faire, c'est parler librement, parler sur des valeurs qui sont importantes pour moi, parler de notre amour mutuel pour la liberté, notre volonté de défendre la liberté. Et peut-être que nombre de personnes, en Europe, apprécient cela. J'attache une certaine valeur au fait que nous sommes des amis, que nous travaillons ensemble et qu'il y a beaucoup plus de choses qui nous unissent qu'il n'y en a qui nous séparent. Nous partageons les mêmes valeurs. Il y a deux trillions de dollars, deux mille milliards de dollars, si vous voulez, de commerce annuel entre nous.

Je ne vois pas d'hostilité, ici. Au contraire, je trouve beaucoup d'amis ici et je suis reconnaissant

de cette amitié européenne. Le fait qu'il y ait des manifestants qui se présentent, c'est très bien. Je suis dans une démocratie. Je voyage dans un pays qui respecte le point de vue des autres. Je me sens très à l'aise en Europe. J'ai beaucoup d'amis en France.

LE PRESIDENT - D'abord, les manifestations auxquelles vous faites allusion, sont effectivement, et le Président vient de le dire, naturelles dans les démocraties. C'est un des moyens d'expression et il est important qu'il soit respecté. Naturellement, les limites doivent être maintenues et elles le sont. Mais il est naturel qu'à l'occasion d'un événement politique important, celles ou ceux qui, dans un pays, ont une conception différente des choses puissent l'exprimer. Le droit de manifestation est un droit indissolublement lié à la démocratie. Ce n'est pas aux Américains que l'on a besoin de l'apprendre. Ils le savent parfaitement.

Je voudrais simplement noter que ces manifestations sont tout à fait marginales et ne doivent pas être représentées ou interprétées comme une espèce d'antipathie naturelle qu'un peuple, que les Européens ou que tels ou tels d'entre eux, auraient à l'égard, soit du Président des Etats-Unis, soit plus généralement du peuple américain ou des Etats-Unis dans leur ensemble.

Nous avons des divergences de vues sur tel ou tel point. C'est légitime. C'est normal. Ne serait-ce que parce que nous avons des intérêts qui ne sont pas toujours convergents et qu'il est normal et sain qu'il en soit ainsi et que nous puissions en discuter et que nous puissions essayer de trouver des réponses démocratiquement acceptées.

La relation entre l'Europe et les Etats-Unis est une relation, vous savez, non seulement très ancienne, non seulement essentielle à l'équilibre du monde mais, je dirais, en réalité, de plus en plus importante. Et c'est faire preuve d'une analyse à très courte vue de ne pas s'en rendre compte. Pour une raison simple : c'est que l'Europe et les Etats-Unis sont deux énormes et deux premières puissances économiques du monde. Et qu'au total, c'est par l'économie que vient le progrès social. C'est par la puissance économique que s'exprime finalement la puissance politique. Et donc, qu'au-delà des considérations superficielles, le lien profond qui existe entre l'Europe et les Etats-Unis, qui est fondé sur des valeurs partagées, c'est cela qui est l'essentiel. Sur des valeurs partagées. C'est cela le véritable équilibre du monde d'aujourd'hui. Et nous souhaitons tous, naturellement tous, que cet équilibre soit maintenu.

Donc, nous nous réjouissons de la visite en Europe du Président des Etats-Unis, particulièrement George BUSH, naturellement, mais du Président des Etats-Unis en général. Et nous exprimons par là-même cette réalité profonde qui est la solidarité entre les deux rives de l'Atlantique, une solidarité essentielle à l'équilibre du monde. Le reste, ce sont des petites choses.

Je vous remercie.